

APARTHEID – « Quel avenir pour Jérusalem ? » par Nada Awad

Près de 50 personnes sont venues le 13 novembre 2018 à la fac des lettres de Clermont-Ferrand écouter la conférence de Nada Awad, Palestinienne vivant à Jérusalem, diplômée de Sciences Po Paris, spécialiste de droit humanitaire. Outre des militants AFPS et de la Coalition BDS63, de nombreuses personnes inconnues, souvent jeunes. Ainsi que quatre Palestinien(ne)s de Jérusalem, Bethléem, Hébron ou Gaza.

La question de Jérusalem est une question centrale de la cause palestinienne. Après les expulsions des Palestiniens en 1948 (Nakba), l'Etat israélien et le Fond National Juif ont mis en place de nombreuses lois (1950-1965) pour légaliser la dépossession. Depuis l'occupation et l'annexion illégale de l'est de la ville en 1967, les gouvernements israéliens successifs mettent en place des politiques de transfert forcé des Palestiniens afin de changer les réalités territoriales et démographiques, pour obtenir une majorité de population juive et bloquer le développement des Palestiniens.

Ces gouvernements développent des « zones vertes » et des zones militaires fermées, pour confisquer des terres à Jérusalem Est, où seulement 13 % des terres sont constructibles pour les Palestiniens. Les Palestiniens de Jérusalem n'ont qu'un titre de séjour « permanent »... révoquant à tout moment sous de nombreux prétextes, dont le manquement d'allégeance à l'occupation. Les regroupements familiaux sont très difficiles (43 % refusés). La répression est féroce (emprisonnements massifs, loi anti boycott, démolitions de maisons, rétention des corps des morts, ...).

Suite à la déclaration de Trump par laquelle l'administration

américaine reconnaît Jérusalem capitale d'Israël, le gouvernement israélien accélère l'adoption de lois facilitant le transfert forcé des Palestiniens de Jérusalem. Le projet du grand Jérusalem génère sur le terrain des développements inquiétants pour la population palestinienne. A ce jour, environ 220.000 colons israéliens sont installés dans Jérusalem Est.

Transfert silencieux et forcé des Palestiniens : tout est bon pour « dépaletiniser » la Palestine. Ce sont des crimes de guerre ou contre l'humanité.



L'intervention claire de Nada a capté l'intérêt de l'auditoire et un débat très riche s'est poursuivi pendant plus d'une heure, avec une large participation des jeunes auditeurs.

Parmi les thèmes abordés, celui des moyens de lutte dans un contexte de disproportion des forces. La résistance populaire est forte comme en témoigne le nombre massif des emprisonnements. La mobilisation des cours de justice internationales par les Palestiniens et leurs alliés, les mobilisations des sociétés civiles autour de BDS, sont aussi des éléments importants. Les positions du Labour Party anglais pour l'embargo militaire sont aussi évoquées.

Certains aspects de la « normalisation » sont questionnés, comme le vote aux élections municipales de Jérusalem, massivement boycotté par les Palestiniens qui refusent l'occupation et l'annexion, et encore plus maintenant avec la loi de « l'Etat Nation du peuple juif » qui discrimine constitutionnellement tous les Palestiniens, y compris à Jérusalem et en Israël. De même, les manifestations communes entre femmes israéliennes et palestiniennes, le pink washing, ... ne peuvent pas cacher le fait que les participants n'ont pas les mêmes droits, et que la question centrale du droit au retour des réfugiés est souvent rejetée par les ONG

israéliennes. Ce qui n'empêche pas que chacune des populations doive mener ses propres combats.

Les partis politiques sont interdits à Jérusalem. Les jeunes soldats sont tout puissants et humilient les Palestiniens, les colons assassins ont une impunité révoltante.

Nous avons terminé cette belle soirée par le partage d'un repas oriental avec Nada, une dizaine de militants et un jeune Palestinien.